

A PROPOS DU RETOUR DE LA FRANCE DANS L'OTAN.....  
.....LES LIAISONS DANGEREUSES DE LA NOUVELLE OTAN. LA PREUVE PAR  
GAZA.

Par **Bernard Ravenel**

*La décision de réintégrer la France dans les organes du commandement intégré de l'OTAN (la décision doit prendre effet lors du sommet du 60ème anniversaire de l'OTAN qui se tiendra les 3 et 4 avril 2009 à Kihl et à Strasbourg) bientôt suivie de la mort de 10 soldats français en Afghanistan a mis en lumière à travers « l'afghanisation » de la politique militaire française ce qu'on a appelé un « virage atlantiste » lourd de conséquences.*

Le récent débat à l'Assemblée nationale sur le maintien ou non des troupes françaises en Afghanistan qui a vu le vote négatif du parti socialiste marque aussi une rupture du consensus national sur l'envoi de troupes à l'étranger. Or c'est sur le succès de cette intervention militaire en Afghanistan que l'OTAN joue sa crédibilité. On mesure l'enjeu.

La France a donc décidé d'abandonner la position française établie par De Gaulle en 1966, consistant à préserver l'autonomie de décision de la France en matière militaire.

En même temps, depuis De Gaulle et la fin du système bipolaire qui « justifiait » l'existence de l'OTAN, celle-ci s'est non seulement maintenue (alors que son vis-à-vis, l'organisation du pacte de Varsovie – O.P.V.-, se dissolvait) mais s'est profondément transformée sous l'impulsion des Etats-Unis.

Par conséquent, la conversion atlantiste de Nicolas Sarkozy doit être analysée en fonction de la nature actuelle de l'OTAN et de la stratégie américaine qui la détermine. Cette conversion a été formalisée dans un document important, le Livre blanc qui établit en quelque sorte la doctrine. Ce double mouvement - retour dans l'OTAN et Livre blanc – permet de mesurer doctrinalement et concrètement cette conversion, en particulier pour les conséquences sur la politique moyen-orientale de la France.

### **Le Livre blanc : une représentation américaine du monde.**

Pour mieux mesurer l'importance du changement de perspective de la politique militaire apportée par le Livre blanc, il faut rappeler que depuis le tournant opéré par De Gaulle en 1966, il n'y eu que deux Livres blancs qui ont défini l'évolution doctrinale de la France en matière stratégique, en 1972 et en 1994. En 1972, le premier Livre blanc a présenté la vision gaullienne de l'indépendance fondée sur la dissuasion nucléaire, le second, en 1994, a marqué la volonté de François Mitterrand de situer la politique de défense de la France dans le cadre d'une interdépendance européenne et prévoyant des projections à l'extérieur. Le Livre de 2008 adopte maintenant la représentation américaine sécuritaire du monde pour légitimer l'alignement de la défense non seulement de la France mais aussi de l'Europe dans l'OTAN.  
[1]

Cette vision du monde se réduit aux « seules craintes de l'Occident » [2], aux spectres habituels que sont la criminalité organisée, l'immigration, et surtout « le terrorisme se réclamant du Djihadisme » [3]. Le Livre blanc fixe l'axe géographique prioritaire où les forces françaises auront à intervenir : il va « de l'Atlantique jusqu'à la Méditerranée, au Golfe arabo-persique et à l'Océan indien » [4] : ce qui correspond exactement au Grand Moyen-Orient défini par les Etats-Unis, c'est à dire, la zone pétrolière « Maghreb Machrek – Golfe Asie Centrale ». Le Livre blanc insiste sur « les possibilités nouvelles d'interconnexion des crises, en particulier du Proche-Orient au Pakistan » [5].

## **C'est ainsi que le Livre blanc établit, par cette lutte contre le terrorisme, la légitimité de l'intervention militaire comme les expéditions punitives en Afghanistan et en Irak.**

Au total, l'adoption de la vision américaine anxigène aboutit à considérer que la solution des crises est confiée à la seule supériorité militaire, excluant toute action politique. Cette militarisation de la pensée géostratégique aura pour effet de déléguer à la caste militaire la conduite de la politique extérieure française, au Ministère de la défense plutôt qu'au Ministère des Affaires étrangères...

### **La double mutation génétique d'une alliance asymétrique.**

Après la fin du système soviétique, les États-Unis ont voulu conserver l'OTAN. Il leur fallait donc trouver - inventer si nécessaire – de nouveaux ennemis.

### **1999 : le premier tournant : la gestion des crises hors zone.**

Un nouveau concept stratégique est alors officialisé à l'occasion du 50ème anniversaire de l'OTAN, au Sommet de Washington en avril 1999 : d'Alliance qui, sur la base de l'article 5, engage les pays membres à assister avec la force armée tous les pays membres qui seront attaqués dans la zone Nord-Atlantique, celle-ci est alors transformée en Alliance qui engage les pays membres à « *conduire des opérations de riposte aux crises non prévues [6] par l'article 5* », au dehors [7] des territoires de l'Alliance.

Ce nouveau concept est énoncé au moment même où l'OTAN mène une guerre au cœur de l'Europe contre l'ex-Yougoslavie. Cette guerre permet aux États-Unis, non seulement de revitaliser l'Alliance mise en crise par la fin de la guerre froide, mais aussi de renforcer sa propre influence en Europe, dans une Europe en pleine recomposition politique, économique et militaire.

Dans la foulée, l'OTAN va donc commencer à s'étendre vers l'Est et englober les pays de l'ex-Pacte de Varsovie s'assurant ainsi des instruments de pression efficaces sur la « *vieille Europe* »... Cette entrée dans l'OTAN de ces pays va permettre au Pentagone d'étendre vers l'Est la présence militaire américaine. C'est ainsi que la base aérienne roumaine Mikhail Kogalniceanu sur la Mer Noire est transformée en une grande base américaine. Son importance, déclare le Pentagone tient au fait qu'elle « *est située au carrefour de l'Europe et de l'Asie, à une distance qui permet de frapper en Irak, en Afghanistan et autres lieux chauds* ». Avec cette poussée vers l'Est européen, l'OTAN « touche » le Moyen-Orient... Parallèlement l'OTAN lance en 1994 un « *Dialogue méditerranéen* » avec les pays arabes « *modérés* » (Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc, Mauritanie et Tunisie) et Israël.

### **2002 : le second tournant, après le 11 septembre : le choix du terrorisme comme ennemi global.**

Avec l'attentat du 11 septembre 2001, l'ennemi global de l'Alliance est enfin trouvé : c'est « le terrorisme ». En fait ce concept d'ennemi global est complété par « l'invention d'ennemis terroristes locaux prédéfinis comme hypostases de l'ennemi global » [8]. Ce sera l'objet du Sommet de Prague en 2002 de définir et d'adopter ce nouveau concept militaire.

La désignation du « *terrorisme* » comme ennemi commun permet d'étendre la zone de compétence de l'OTAN du Moyen-Orient à l'Asie Centrale. L'objectif devient donc la conquête par la force du « *Grand Moyen-Orient* ». La « *grande OTAN* » voulue par Washington se pousse alors au-delà de l'Europe : la guerre en Afghanistan reçoit l'aval de l'ONU et de l'OTAN qui assume la direction de la « *force internationale d'assistance à la sécurité* » (F.I.A.S). Mais du fait, entre autres, du refus de la France au Conseil de sécurité, les États-Unis sont amenés à se lancer unilatéralement en Irak mais l'OTAN donne bientôt une

assistance technique. Parallèlement l'Iran, le Hezbollah et le Hamas sont classés comme « *ennemis terroristes* », et les navires de guerre de l'OTAN patrouillent en Méditerranée en opérations anti-terroristes : c'est « *l'opération Active Endeavour* ».

A partir du slogan de la lutte globale contre le terrorisme, l'intervention de l'OTAN en Afghanistan ouvre la voie à une Alliance à vocation mondiale susceptible d'intervenir partout dans le monde et plus précisément à la demande des Etats-Unis. Cette OTAN toujours plus impliquée dans la stratégie américaine rencontre consensus plus ou moins actif des pays européens qui acceptent ainsi la pérennité d'une alliance asymétrique et l'impossibilité d'une autonomie stratégique de l'Europe.

### **L'OTAN, le Moyen-Orient et le rôle d'Israël.**

En dernière analyse, avec le Livre blanc, la France intègre entièrement la stratégie de l'OTAN post-11 septembre selon laquelle il faut maîtriser par la violence ou la menace d'emploi de toutes les armes – y compris nucléaires – l'espace appelé Grand Moyen-Orient. Cette stratégie de guerre liée à l'enjeu pétrolier (gisements et voies de communication) suppose que les européens prennent leur part du fardeau. Dans ce contexte « *sécuritaire* », la place et le rôle d'Israël – sa fonction géostratégique – et son rapport à l'OTAN deviennent des questions décisives.

Le 20 février 2008, le Jérusalem Post diffusait l'information suivante : « Les Etats-Unis étudient la possibilité de déployer des troupes de l'OTAN en Cisjordanie de manière à rassurer Tsahal et à aider son retrait dans les prochaines années a déclaré un officiel de la défense au Jérusalem Post. Le plan, mis au point par l'envoyé spécial des Etats-Unis au Moyen-Orient, le Général James Jones (actuel conseiller de Barack Obama), est discuté parmi les pays européens dont la participation à la force multinationale pourrait être réclamée » [9].

Cette information revêt d'autant plus d'importance que l'allusion aux pays européens à qui on a communiqué ce plan concerne essentiellement la France (et aussi l'Italie, qui avec la France compose l'essentiel de la FINUL au Liban). Or depuis la formation de la FINUL, la France et l'Italie ont élu des gouvernements ouvertement ralliés à la stratégie américano-israélienne. Et cela concerne particulièrement le rôle que l'on veut donner à la nouvelle OTAN.

De ce point de vue l'évolution des rapports entre Israël et l'OTAN mérite un retour en arrière.

### **Israël et l'OTAN.**

Née en 1949, un an après Israël, l'OTAN intéresse assez vite Israël qui se sent encerclé par le monde arabe. Cependant, les Etats-Unis préfèrent maintenir Israël à distance car ils craignent, en soutenant l'entrée d'Israël dans l'OTAN, de pousser ainsi les Etats arabes vers l'URSS...

Cependant, Tel Aviv maintient de bonnes relations diplomatiques bilatérales avec les plus importants membres de l'OTAN, en particulier, bien sûr, avec la France qui lui accorde une aide militaire très substantielle. Mais après la rupture gaulliste en 1967, les Etats-Unis – et non l'OTAN – prennent une place décisive dans les relations militaires avec Israël (livraison de missiles anti-aériens, chars et avions d'attaque). Israël devient un protégé de Washington et ne compte pas du tout sur le soutien stratégique des autres pays de l'OTAN.

Avec la fin de la guerre froide, Israël développe des relations étroites avec les pays de l'Europe orientale, pour qui la route pour Washington passe par Tel Aviv... En même temps, Israël a construit une grande industrie d'armement qui aura beaucoup à offrir aux membres anciens et nouveaux de l'OTAN...

Cependant pendant la guerre en ex-Yougoslavie, Israël ne soutient pas l'intervention de l'OTAN pour le retour des réfugiés au Kosovo.

Mais Israël participe au « *Dialogue méditerranéen* » de l'OTAN dès son début en 1994 avec des pays arabes « *modérés* » dont l'Égypte. En 2001, il est le premier partenaire à signer dès après le 11 septembre un accord de sécurité avec l'OTAN. Les États-Unis après avoir fait rentrer le conflit israélo-palestinien dans le cadre de la guerre froide l'associent désormais à la guerre permanente contre le terrorisme. L'arrivée quasi consécutive au pouvoir de Georges W. Bush aux États-Unis et d'Ariel Sharon en Israël crée pour la première fois les conditions politiques d'un véritable pacte idéologique, militaire et stratégique reliant les milieux les plus réactionnaires et bellicistes des deux pays. On assiste alors avec la guerre contre l'Irak en 2003, à une identification totale de la politique extérieure américaine avec celle d'Israël, réalisant ainsi une sorte de « *Grand Israël* » de la Méditerranée à la rive occidentale de l'Euphrate – en condominium avec les fondamentalistes chrétiens évangélique qui contrôlent l'administration Bush.

Désormais Israël devient un membre associé de l'OTAN participant à des manœuvres navales communes en Méditerranée et ayant accès à la planification militaire OTAN établie par les États-Unis. L'articulation du système militaire israélien et l'OTAN se renforce sans prévoir une adhésion formelle qui signifierait pour Israël des limites à sa liberté d'action.

En 2004, dans le cadre du forum d'Herzliya, qui réunit le gratin politico-économique de l'État d'Israël, on évoque sérieusement l'idée du nécessaire resserrement des liens entre Israël et l'OTAN, voire même de l'adhésion de l'État juif à l'OTAN. Georges W. Bush semble avoir donné son aval à cette idée. « *Pour mieux assurer sa sécurité, faire face aux menaces, en particulier iraniennes, Israël se doit d'intégrer la plus vaste, la plus puissante organisation de défense du monde, l'OTAN* » déclare alors l'organisateur de ce forum, le docteur Uzi Arad, conseiller de Netanyahu et du Mossad.

En 2005, la proposition d'entrée d'Israël dans l'OTAN est relancée par Ronald Asmus, directeur du German Marshall Funds Transatlantic Centre de Bruxelles, ancien assistant du secrétaire d'État américain pour les questions européennes entre 1997 et 2000. Elle est reprise par Silvio Berlusconi et son ministre de la défense A. Martino « *pour assurer à Israël une défense adéquate* », « *de cette manière, une éventuelle agression contre Israël serait une attaque contre l'OTAN* »...

Les étapes du processus se précisent : projet présenté en février 2005 par Israël à l'OTAN, voyage à Tel Aviv de H. Jaap De Hoop Scheffer, le premier en Israël d'un secrétaire général de l'Alliance atlantique, qui à cette occasion considère le processus d'approche comme un « *impératif stratégique* », en mai, Israël devient membre de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, en juin, participation de l'armée israélienne à des exercices militaires de l'OTAN (opération « *Spring Flag* »), collaboration entre services de renseignement contre l'Iran et la Syrie, arrivée d'un officier de liaison israélien au quartier général de l'OTAN à Naples (qui commande la composante navale de l'OTAN).

Et en 2008, c'est l'idée de déployer des troupes OTAN en Cisjordanie...

**2008-2009 : Gaza et la « *solution OTAN* ».**

Il convient maintenant de s'interroger sur l'implication désormais directe de l'OTAN dans son soutien militaire à Israël.

**Le 2 décembre 2008** : trois semaines avant l'attaque israélienne contre Gaza, l'OTAN a ratifié le « *Programme de coopération individuelle* » avec Israël. Ce programme couvre une vaste gamme de domaines dans lesquels « *l'OTAN et Israël coopéreront pleinement* » : contre-terrorisme (échange d'informations entre les services de renseignement) ; connexion d'Israël au système électronique OTAN ; coopération dans le secteur des armements ; augmentation des manœuvres militaires conjointes OTAN-Israël ; **élargissement de la coopération dans la lutte contre la prolifération nucléaire (visant bien entendu l'Iran tout en « oubliant » qu'Israël unique puissance nucléaire de la région a refusé de signer le TNP (Traité de Non-Prolifération).**

**11 janvier 2009** : Près de deux semaines après le début de l'attaque israélienne, le secrétaire général de l'OTAN, Jaap De Hoop Scheffer s'est rendu en visite officielle en Israël dans le cadre du « *Dialogue méditerranéen* ». Une visite pratiquement passée sous silence par les médias occidentaux. Dans son discours, il a répété que « le Hamas avec ses attaques continues de missiles contre Israël s'est endossé la responsabilité des terribles souffrances du peuple qu'il dit représenter » (sic). A cette occasion, il a rappelé qu'Israël contribue efficacement à l'opération maritime OTAN Active Endeavour, lancée en 2001 pour « combattre le trafic illicite et le terrorisme en Méditerranée ». L'escadre navale OTAN dans laquelle sont insérées les unités israéliennes est commandée par un officier italien mais cette escadre dépend du Joint Force Command OTAN de Naples aux ordres de l'amiral américain. Dans ce commandement a été inséré un officier israélien qui assure la liaison entre les forces OTAN et les forces israéliennes.

Le secrétaire général de l'OTAN a donc félicité Israël pour avoir adhéré avec « *le plus grand enthousiasme* » au « *Dialogue méditerranéen* » dont le but est de « *contribuer à la sécurité et la stabilité de la région* ». Pendant ce temps, les forces israéliennes massacraient courageusement par mer, par air et par terre les civils dont beaucoup d'enfants à Gaza.

**16 janvier 2009** : un accord Etats-Unis/Israël est signé entre Condoleeza Rice et Tzipi Livni. Cet accord prévoit une coopération étroite entre les services de renseignement pour « *identifier la provenance des armes qui entrent à Gaza* » et prévoit aussi un blocus terrestre et maritime pour empêcher cette « *contrebande* ». Dans la foulée, T. Livni invite l'OTAN à participer à cette opération. La réponse était acquise. [10]

**Le 18 janvier 2009** : aux premiers jours du cessez-le-feu s'est tenu le sommet de Charm El Cheikh, convoqué par Moubarak et Sarkozy pour tenter de consolider la trêve décidée à la fois par Israël et par le Hamas. Le soir même, Nicolas Sarkozy se retrouve en Israël avec cinq autres dirigeants européens pour montrer que les européens sont « *aux côtés d'Israël pour assurer son droit à la sécurité* ». Les Européens, par la voix de Sarkozy, annoncent leur soutien à la décision américaine de participer à la surveillance de la frontière entre Egypte et Bande de Gaza. Ils proposent « *de mettre à la disposition d'Israël et de l'Egypte, tous les moyens techniques, diplomatiques et militaires, notamment naval, pour aider à arrêter le trafic d'armes vers Gaza* »<sup>1</sup>.

**Quelques jours après**, Sarkozy envoie une frégate dans le secteur. Le tour est joué, sans tambour ni trompette, **le nouveau rôle de l'OTAN dans le conflit israélo-palestinien se met subrepticement en place, sous la direction de Nicolas Sarkozy. Ainsi émerge la nature véritable de l'opération sous l'égide OTAN dans laquelle la France joue un rôle de pointe : soumettre Gaza à un nouveau type d'embargo camouflé en peace keeping, tout en continuant à soutenir et à armer Israël.**

L'appui inconditionnel à Israël par l'OTAN et les pays européens risque de compromettre très vite à la fois la très fragile trêve et les efforts inter-palestiniens de reconstruire leur unité interne.

Toute cette coïncidence spatio-temporelle entre l'entrée inconditionnelle de la France dans le système militaire OTAN et les projets américano-israéliens sur le rôle de l'OTAN au Moyen-Orient doit nous interroger sur le rôle qu'entend jouer la France dans une perspective qui consacre l'abandon complet de tout rôle de l'ONU dans un éventuel « *accord de paix* ». Il faut se souvenir qu'au Liban en 2006 la mise en place de la FINUL reliée à l'ONU s'était réalisée contre les souhaits des Etats-Unis et d'Israël.

L'actuel réaligement de la France (et de l'Italie) sur la « *paix israélo-américaine* » au Moyen-Orient ouvre la porte à toutes les aventures. Un processus qui subordonnera davantage encore l'Union européenne au bon vouloir de Washington, qui renforcera le gouvernement israélien dans son refus de traiter sérieusement avec les représentants palestiniens et de se retirer des territoires occupés. Désormais l'OTAN se met aux côtés des opérations militaro-policières d'Israël et risque d'apparaître aux yeux de centaines de millions d'Arabes et de musulmans comme le bras armé d'une Alliance fondamentaliste judéo-chrétienne contre l'Islam.

Mais en France, en Europe comme aux Etats-Unis des forces vont s'opposer à ce nouveau système atlantique directement articulé sur Israël et porteur d'une logique de croisade. Une première question se pose, que va faire l'envoyé spécial de Barack Obama pour le Moyen Orient, George Mitchell ?

## Notes

[1] Il faut préciser que la rédaction du Livre blanc a été confiée par une lettre de mission du Président de la République à une majorité de tenants de la pensée néo-conservatrice. Parmi eux, citons Thérèse Delpech pompeusement présentée comme directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et qui est le relai complaisant de toute la propagande néo-conservatrice américano-israélienne sur la menace nucléaire iranienne. Il faut surtout citer François Heisbourg lié au think-tank anglo-saxon atlantiste, partisan lui aussi, mais en plus sophistiqué, du bombardement de l'Iran. Finalement les deux socialistes membres de la Commission Paul Quilès et Louis Gautier ont été amené à démissionner pour protester contre « *une opération téléguidée par Nicolas Sarkozy* » (Le Monde, 17 juin 2008).

[2] Louis Gautier : la défense entre recentrage et alignement (Le Monde, 19 juin 2008).

[3] Extrait du Livre blanc « les priorités du Livre blanc sur la défense » (Le Monde, 18 juin 2008).

[4], [5] Id. [6] Soulignés par nous.

[7] The New York Times (12 octobre 2004).

[8] Alain Joxe, l'OTAN et l'Union européenne au conditionnel futur, Recherches Internationales, janvier-mars 2008 (n°81)

[9] Flash info du Jérusalem Post, édition française, 20 février 2008. James Jones est un ancien commandant de l'OTAN.

[10] Il faut noter qu'en septembre 2008, le Congrès américain avait approuvé la fourniture à Israël de 1000 bombes anti-bunker Gbu-39 guidées par GPS qui pénètrent environ d'un mètre dans le ciment armé avant d'exploser. Ces bombes arrivées en Israël en début décembre sont utilisées « *avec succès* » dans l'attaque contre Gaza. D'autres fournitures ont suivi, de façon à ce que les forces israéliennes engagées dans les bombardements massifs ne restent pas à court de munitions, y compris celles au phosphore. Ces munitions sont entreposées dans un dépôt américain en Israël qui, comme cela s'est produit pendant la guerre du Liban en 2006, ravitaille les forces israéliennes « *en cas d'urgence* ». Information tirée du Jérusalem Post, 29 décembre 2008.

[france-palestine.org](http://france-palestine.org)

<http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article9684>

17 février 2009